

## Burundi : manifestation à l'initiative des autorités contre la France et l'ONU

RFI, 30-07-2016 L'ONU a voté l'envoi de 228 policiers au Burundi, une résolution rejetée par les autorités burundaises. Samedi matin 30 juillet sur Twitter, l'une des conseillers du président rappelle que ce déploiement ne se fera qu'avec le consentement du gouvernement. Pour marquer le coup, une manifestation (photo) était organisée par le pouvoir à Bujumbura contre la France et cette résolution.

Un représentant du ministre de l'Intérieur, plusieurs députés et le maire de Bujumbura s'étaient joints à la foule. Un peu plus d'un millier selon des journalistes sur place, beaucoup plus d'après la mairie de Bujumbura qui parle de presque 10 000 personnes. Avant l'ambassade de France, les manifestants ont fait un tour de l'ambassade du Rwanda, régulièrement accusé de soutenir les groupes rebelles et qui a appuyé la résolution aux Nations unies. A chaque étape, les manifestants ont chanté l'hymne national, brandit des pancartes sur lesquelles on pouvait lire : le peuple burundais refuse l'envoi de policiers, le Burundi est un pays souverain ou encore des messages spécifiquement adressés à la France comme celui-ci : « Le Burundi est prêt à envoyer une force de maintien de la paix en France comme il le fait ailleurs, la France en a besoin, presque 100 personnes tuées à Nice. » Silence des autorités Les messages sont durs et touchent un point particulièrement sensible, pourtant l'ambiance était calme et sereine. L'ambassadeur de France à Bujumbura est même sorti quelques instants pour parler à un représentant du gouvernement, ce qui a permis à un média proche du pouvoir de titrer ironiquement : « L'ambassadeur français manifeste contre la France ». Les autorités burundaises ne se sont pas exprimées publiquement, mais les premières réactions sur Twitter laissent peu de doute : « Inimaginable qu'une résolution non consensuelle soit appliquée sans le respect du sacro-saint principe de la souveraineté », a réagi l'ambassadeur du Burundi à l'ONU. De son côté, l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) se félicite du vote de l'ONU concernant le Burundi. Le porte-parole de l'OIF, Louis Hartman, y voit un pas très positif. « C'est certainement une nouvelle étape, assure-t-il. [...] Il est impératif qu'on puisse établir au Burundi un environnement sécuritaire pour la reprise d'un dialogue politique. L'important, c'est que la communauté internationale puisse maintenir la pression et envoyer des signaux comme l'a fait le Conseil de sécurité, pour faire comprendre aux autorités burundaises qu'il est très important de pouvoir établir un dialogue véritablement inclusif, dans un environnement apaisé et sécuritaire. »